

## Du risque d'audit à l'audit des risques

**M<sup>elle</sup> FEKIH Nassima**

Doctorante, Université de Tlemcen

E-mail: fekih.amina@yahoo.fr

**Mr. ZIANI Abdelhak**

Doctorant, Université de Tlemcen

E-mail: zianifouad@hotmail.fr

### **Résumé :**

Dans le contexte actuel, l'approche traditionnelle d'audit fondée sur les risques d'audit cède la place à l'audit fondée sur le risque d'entreprise. Dans le présent article, nous présenterons l'évolution de la prise du risque et l'évolution de la profession d'audit à partir d'une comparaison entre le cas de l'Algérie et le modèle des pays développés, comparaison qui nous permettra de montrer l'immense écart entre les deux types d'expérience.

**Mots clés :** Risque, Management des risques, Audit

### **Abstract:**

In the current context, the traditional approach to risk-based auditing gives way to audit based on business risk. In this article, we present the evolution of risk-taking and the development of the audit profession by comparing between the developed countries in this context and the case of Algeria. Our findings reflect the huge gap between Algeria and these countries in auditing.

**Key words:** Risk, Risk management, Auditing

## Introduction

Lorsque la complexité augmente, la certitude diminue. Et comme, la structure, la procédure, les systèmes de management d'entreprise et l'environnement des affaires deviennent de plus en plus complexes, il est difficile pour les gestionnaires d'être sur de quoi que ce soit. Dans des conditions propices aux risques, une question essentielle se pose à savoir qui s'occupe de ces risques et comment? Dans le contexte actuel, l'approche traditionnelle d'audit fondée sur les risques d'audit cède sa place devant une focalisation fondée sur le risque d'entreprise. Une approche qui s'est pour longtemps intéressée aux contrôles comptables et à l'évaluation des systèmes de contrôles internes. Cette approche a montré ses limites et fait place à une nouvelle approche qui considère l'entreprise comme un tout, dont le risque stratégique est l'un des plus importants risques dans la conduite d'un audit. Par conséquent, l'introduction des états des risques de l'entreprise dans les rapports d'audit, doit permettre aux parties prenantes de percevoir des indices d'avertissement et d'alerte et de leur fournir une certaine assurance envers le futur.<sup>1</sup>

### 1. La naissance de la notion de risque dans la profession d'audit :

Chaque scandale financier au cours des 150 dernières années a renforcé un discours continu sur la compétence des auditeurs (Fraser Ian, Chris Pong, 2009, page 104). La naissance du concept du risque d'audit « *audit risk* » revient aux années 1980 (C. Flint Fraser. I. A.M, Hatherly. D. J. 2008, page 144). En 1990, les normes internationales d'audit ont été révisées pour introduire de nouveaux concepts compte tenu de l'évolution rapide de l'intégration économique à l'échelle internationale. Le risque fait partie intégrante de l'actualité économique.

Le risque dans le lexique des commissaires aux comptes, est le synonyme logique de l'incertitude (Noirot. P et Walter. J, 2010, page 20). Bien qu'il ait toujours une connotation négative (Tarantino. A, 2008), et, signifie généralement des effets indésirables<sup>1</sup> (Demeestère. R et Lorino. P 2000, page 2), il peut être considéré à la fois comme une menace et une opportunité (Mandzila. E. W, Zéghal. D, 2009, page 12). Selim et McNamee (1999b) définissent le risque comme « un concept utilisé pour exprimer l'incertitude sur les événements et/ ou de leurs résultats qui pourraient avoir une incidence importante sur les buts et les objectifs

---

<sup>1</sup> Nous tenons à remercier Mr BENALLAL Ahmed (Expert en Audit, Commissariat aux Comptes et Conseil en Organisation et Fiscalité d'entreprise, et ex-directeur de la SNC) et le Docteur SOUAR Youssef (Université de Saïda) pour l'aide inestimable qu'ils nous ont apporté dans la réalisation de nos travaux.

Notre profonde reconnaissance va également à notre Directeur de thèse, Pr BENDIABDELLAH Abdeslam – Directeur du Laboratoire de Recherche en Management des Hommes et des Organisations LARMHO).

de l'organisation (Sarens. G, De Beelde. I, 2006, page 65). De ce fait, le résultat de la prise de risque peut être positif ou négatif.

Les risques auxquels fait face une entreprise sont d'origine interne ou externe. Les risques internes ou d'activités sont des risques propres à l'activité de l'entreprise dont l'impact peut être fort et sa maîtrise est mise en place au quotidien (Jimenez C, Patrick Merlier, Dan Chelly 2008, page 69). Ils comprennent les risques qui découlent de la structure de l'entreprise, de sa culture générale, des relations managers/ actionnaires, et managers/ employés, voire les exemples cités par (Sweeting. P, 2011, pp): l'absence d'un système de contrôle interne ou le risque de son inefficacité s'il existe, l'absence de communication verticalement et horizontalement, l'incompatibilité entre les services, manque de compétences, mauvaise gestion des ressources disponibles ainsi de suite. Les risques externes ou les risques exogènes sont les risques considérés comme étant hors du contrôle de l'entreprise. Ils proviennent de l'environnement externe dans lequel elle opère. Considérant les défis auxquelles est confrontée une entreprise multinationale, cette dernière se trouve en prise à des règles de droits des affaires différents et à des conditions de travail aussi différentes d'un pays à un autre. Parmi ces risques (externes) jugés majeurs, les risques politiques, les risques macroéconomiques, les risques économiques externes, et les risques commerciaux (Cleary. S; Malleret. T, 2006, page 88). Voici ci après quelques risques identifiés par Sean Cleary et Thierry Malleret en 2006 :

- *Risque politique*: menace sur la sécurité intérieure et extérieure du pays ;
- *Risques macroéconomiques* : le taux d'inflation, la complexité fiscale, les opportunités aux affaires ;
- *Risques économiques* : le flux des capitaux, les réserves de devises étrangères, l'évolution des barrières douanières, le taux de change ;
- *Risques commerciaux* : le respect des contrats, la compétence juridique, la transparence réglementaire et autres facteurs indiquant la conduite des transactions commerciales.

C'est dans les années 1980 que les grands cabinets anglo-saxons ont développé cette nouvelle forme du risque d'audit. C'est la probabilité qu'un auditeur émettra une opinion sans réserve sur des états financiers contenant des anomalies significatives. Il porte principalement sur les activités d'audit financier et comptable. Traditionnellement, le risque d'audit a été considéré comme strictement le risque de mauvaises conclusions de l'auditeur. Selon le glossaire de l'audit IAASB, le risque est défini comme étant le fait que l'auditeur exprime une opinion inappropriée alors que les états financiers sont erronés de manière significative ». D'après Bernard Colasse « le risque d'audit correspond tout particulièrement aux chiffres comptables qui impliquent un jugement et une

appréciation des dirigeants et peuvent relever de pratiques créatives ou frauduleuses» (Colasse. B, 2012, page 87). Le risque d'audit est inévitable, puisqu'il est impossible de vérifier l'ensemble des opérations comptables et financières d'une entreprise compte tenu du volume énorme des opérations traitées.

La notion de risque d'audit est directement liée à la troisième norme de travail qui est le recueil des éléments probants suffisants pour soutenir l'opinion (Elliott C. A. Brumfield. R. K. and Jacobson. P. D, 1983, page 61). Les professionnels (les auditeurs) reconnaissent trois composantes du risque dans le cadre du modèle du risque d'audit (RA) (George Thomas Friedlob, Lydia L.F. Schleifer, 1999, page 127) à savoir le risque inhérent (RI), le risque lié au contrôle (RC), et le risque de détection (RD). Ces trois composantes sont explicitement définies. Ceci peut être vu à partir de l'équation du risque d'audit de base:

$$RA = RI \times RC \times RD$$

Bien qu'il soit possible de subdiviser les composants du risque d'audit, il n'est pas possible d'y ajouter sans changer le sens du risque d'audit (Elliott C. A et al 1983, page 63).

### 1.1. Le risque de contrôle (Control risk):

Il s'agit du risque qu'une inexactitude puisse se produire dans l'affirmation d'un solde d'un compte et que l'anomalie pourrait être importante, que ce soit individuellement ou cumulée avec d'autres anomalies, et que celles-ci n'ont pas été prévenues ou détectées en temps opportun, par le contrôle interne de l'entité<sup>2</sup>. Le risque de contrôle est le risque que des erreurs ne soient pas empêchées ou détectées par les systèmes de contrôle interne.

### 1.2. Le risque de détection (Detection risk):

est le risque que des éléments probants obtenus soient insuffisants pour identifier des erreurs qui existent. C'est le risque d'émettre une opinion incluant une erreur et qui pourrait être importante et significative (Robert Libby, James T. Artman and John J. Willingha 1985, page 213) par exemple, cela peut être une erreur dans le choix de la population d'audit ou d'élément objet de contrôle.

### 1.3. Le risque inhérent (inherent risk):

Il correspond à la probabilité qu'une ou plusieurs assertions (déclarations) contenues dans les états financiers, contiennent des anomalies significatives, et ce, sans tenir compte du contrôle interne (N. Messabia et A. Elbekkali, 2009),

<sup>2</sup> [http://www.accaglobal.com/content/dam/acca/global/pdf/sa\\_nov09\\_jones.pdf](http://www.accaglobal.com/content/dam/acca/global/pdf/sa_nov09_jones.pdf),  
Studentaccountant11/2009

autrement dit, C'est le risque dû à une anomalie qui pourrait être importante soit individuellement ou cumulée avec d'autres anomalies.

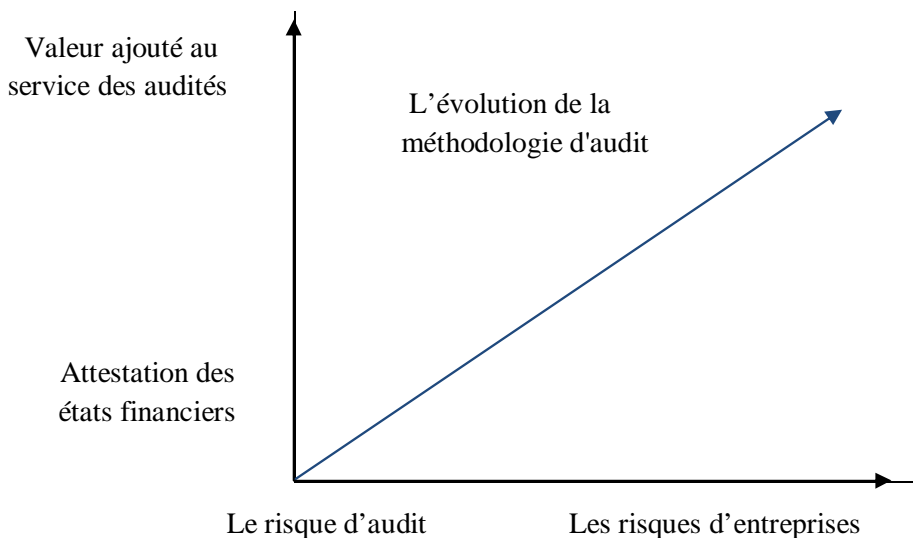
La norme SAS107 note que «si l'auditeur estime que les contrôles sont peu susceptibles de se rapporter à une affirmation ou peu susceptibles d'être efficaces, il devrait estimer le risque de contrôle au niveau maximum (Beasley. M. S.; Carcello.J. V, 2008, page 77). Le niveau de risque inhérent affecte directement le niveau de risque de contrôle. L'effet d'une quelconque modification du risque de contrôle est susceptible d'affecter l'étendue des travaux de planification de l'audit. Autrement, lorsque le risque inhérent est élevé, une réduction du risque de contrôle devrait avoir un effet considérable sur le risque de mission, et donc sur le niveau des travaux d'audit.

Après une décennie et pendant les années 1990, Des cabinets d'expertise comptable et d'audit ont été blâmés pour défaillances d'entreprises, ou accusé de complicité. Il est également apparu qu'Enron était juste un exemple particulièrement important et bien desservi de ce qui est devenu une foule de faillites d'entreprises y compris Xerox, Worldcom, Parmalat, Ahold, Global Crossing et de Nortel. Ces affaires manifestent à un exercice critique de la profession d'audit (Thiery-Dubuisson. S,2009, page7). Ces effets engendrent une inquiétude générale affectant le moral des professionnels et la confiance accordée aux auditeurs (Power. M, 2005, page 14).Par conséquent, les politiciens, les régulateurs et les professionnels d'audit ont ouvert des débats sérieux pour examiner ce qui s'est passé et ce qui peut être fait pour éviter ces scandales (Cooper. D. J, Neu. D, 2006, page4)à fin d'améliorer les mécanismes de contrôle et de surveillance des entreprises. Les grands cabinets d'audit ont apporté des réformes substantielles à leurs méthodologies techniques et outils d'audit. Ils sont adopté ainsi la notion du management des risques d'entreprise comme une approche importante et intégré à l'audit, de plus, ils sont accru l'importance de l'amélioration continue (Knechel, 2001; Lemonet al, 2000).

Avec l'émergence de l'audit des risques de l'entreprise, les méthodes d'audit traditionnelles ont été complétées par de nouveaux processus d'audit orientés vers une perspective holistique de haut en bas de l'entreprise auditée (Bell et al, 1997; Knechel, 2001). Cela implique une analyse approfondie de l'activité du client et de sa stratégie (Bruynseels. L, Willekens. M, 2005, page3). Le risque d'entreprise concerne principalement les objectifs pour lesquels une organisation est construite. Il s'agit essentiellement du coût potentiel encouru si une entreprise ne réalise pas ses plans stratégiques (Humphrey.C et al 2004, page8).Il est considéré comme étant la probabilité qu'une action puisse se produire empêchant ainsi l'entité à atteindre ses objectifs. Cette définition du risque est beaucoup plus large que la notion de risque d'audit qui a influencé le travail des auditeurs au moins durant une décennie (Thomas G. Calderon, John J. Cheh1, 2002, page 204).

Le risque qui a été traité dans les missions d'audit dans le passé, c'était le risque d'audit résultant du manque d'observation de l'auditeur lui-même. Selon les normes internationales ISA le risque d'audit est propre à l'évaluation d'une seule catégorie de risques, les risques des états financiers. Ces risques ne comprennent pas les éléments de risques externes de l'entreprise. La prise en considération des risques dans la mission a traversé un laps d'évolution, en partant de contrôle de la conformité jusqu'en allant à l'assurance d'efficacité et d'efficience comme il est montré dans la figure n°1.

**Figure n°1 : L'évolution de la méthodologie d'audit**



**Source:** Andrew D. Bailey Jr., Audrey A. Gramling, and Sridhar Ramamoorti(2003),  
Research Opportunities in Internal Auditing - The Institute of Internal Auditors,  
Altamonte Springs, Florida, page272

A l'heure actuelle et dans un futur très proche, les risques d'entreprise se démultiplient et se complexifient en affectant l'ensemble de toute organisation et sa place sur le marché. C'est pourquoi le management des risques d'entreprise préconise une approche intégrée et rigoureuse des risques en évaluant et en localisant les risques qui pourraient avoir un impact sur la stratégie de l'organisation et ses différents objectifs dans une série de zones (Mandzila. E.W, 2009, page26). Cette approche fait partie intégrante de la mise en œuvre de la stratégie de toute organisation, elle crée un meilleur équilibre intelligent entre les

avantages et les désavantages potentiels et un renforcement de la confiance, tel est l'objectif réel du management des risques (Felix Kloman, 2005 page52). Ainsi, le management des risques contribue à accroître le profit des parties prenantes (Segal S, 2011, page3). C'est un processus continu positif, réactif et proactif, par lequel les organisations traitent méthodiquement les risques inhérents à leurs activités et cherchent ainsi à réaliser des bénéfices durables dans ce cadre.<sup>3</sup>

## **2. L'approche d'audit par le management des risques :**

L'approche d'audit par le management des risques se révèle comme une vision alternative ajoutée à l'histoire continue d'audit en vue de rationaliser les pratiques (Power, 2003). Et, plus particulièrement dans une période caractérisée par un accent croissant sur le management des risques comme une approche généralisée pour le traitement de la complexité (Knechel, 2007). Le management des risques de l'entreprise est devenu indispensable dans la conduite d'une mission d'audit. Cette approche d'audit par le management des risques englobe deux visions complémentaires l'une macro et l'autre micro (P. Schick, J.Vera, O. Bourrouilh-Parege, 2010, page36).

Cette approche est plus exhaustive que la précédente de par l'accent initial mis sur les risques de l'entreprise du client et son influence sur le risque d'audit, partant de l'amont (le niveau stratégique) en allant vers le bas (niveau opérationnel). Il est affirmé que l'évaluation des risques de l'entreprise est un élément essentiel de l'audit et que tout risque infectant les objectifs de l'entreprise, augmente également le risque d'audit (Knechel, 2001, 2007). Cette approche remet en cause la façon dont les auditeurs évaluent le contrôle interne et les risques de l'entreprise. Elle est vue comme une manifestation de «gérer» l'image de l'audit dans un climat où le risque et le management des risques sont des facteurs dominants. Cela représente à la fois un changement technique dans la méthodologie, une légitimation externe et une justification interne des entreprises (Flint. C, Fraser.I.A.M, Hatherly. D.J2008, p147).

L'approche d'audit par le management des risques n'est pas simplement indicative mais réellement productive (K. Robson et al., 2007, page410). Elle offre une meilleure assurance pour l'entreprise auditée et pour sa stratégie. Cette méthodologie intègre à la fois un processus plus efficace au service du client (entreprise auditée) et crée une valeur ajoutée en permettant à l'auditeur de se prononcer et conseiller le client sur les risques d'entreprise et ses conséquences sur les résultats comptables et financiers et sur sa performance. Alors que l'approche traditionnelle est orientée beaucoup plus vers la conformité.

---

<sup>3</sup> Cadre de référence de la gestion des risques, Federation Of European Risk Management Associations, AIRMIC, ALARM, IRM: 2002, p 3

De plus, cette approche est susceptible de diminuer les coûts de transactions (Boyd, 1999; Manson, 1997; Matthews, 2002; Power, 2000) surtout lorsqu'il s'agit de l'audit interne. Ça permet d'éviter d'installer deux fonctions incompatibles l'une de l'audit et l'autre de management des risques. L'approche d'audit par le management des risques nécessite des compétences multidisciplinaires au besoin d'évaluer la position d'une entreprise dans son environnement, sa stratégie et ses opérations. La nécessité d'une assurance indépendante soulève la question de savoir si les fonctions de management des risques et de l'audit interne doivent être séparées. L'argument est que l'auditeur devient trop impliqué dans le processus de management des risques pour conserver son indépendance milité pour la séparation de ces deux fonctions (Ian Fraser, William Henry 2007, page393). Dans d'autres initiatives de recherches similaires, des dirigeants insistent sur l'approche traditionnelle de l'audit qui orientée sur l'assurance de la conformité dans l'application des contrôles mis en place (Lam. J, 2003, page85). D'autre part, la réduction des coûts de fonctionnement a été considérée comme un facteur essentiel expliquant la conception du programme méthodologique de l'audit par le management des risques de l'entreprise. (K. Robson et al, 2007, page105). L'utilisation de l'approche de l'audit par les risques augmente les honoraires des missions d'audit mais en parallèle, elle diminue les pertes et permet de saisir les opportunités en temps opportun. C'est le meilleur moyen de s'assurer que les ressources internes et externes d'une entreprise sont allouées efficacement.

Cette approche encourage les auditeurs à intervenir sur de processus clés et des facteurs de succès de l'entreprise, ainsi que sur les risques et les contrôles propres à ces processus, par opposition à une approche fondée sur les comptes financiers. Si un auditeur peut identifier les sources des risques de l'entreprise et s'assurer que le client dispose des systèmes appropriés pour surveiller et gérer ces risques, il ne reste que peu d'effort à consacrer à l'exécution des tests de contrôle approfondis de la stratégie. Il a également été révélé que l'obtention de l'approche de l'audit par le management des risques est plus à même à générer des informations utiles pour le client (Emer Curtis, Stuart Turley, 2007, page445). Dans cette vision, la qualité d'audit se déterminera par la qualité de la mission et des décisions prises et non pas par la position du cabinet d'audit sur le marché (K. Robson et al., 2007, page418). Il est clair que la réputation de l'auditeur dépend toujours de ses qualités professionnelles.

### **3. Efforts consacrés pour le développement de l'approche d'audit par le management des risques**

Plusieurs études, enquêtes et recherches ont été conduites dans le but de développer cette perspective, de la solliciter, de la refuser ou de l'amélioration.



Higson (1997, p. 213) présente l'un des premiers journaux annonçant l'approche d'audit par le management des risques. Il déclare que par suite aux pressions exercées sur les auditeurs, durant plusieurs années, ces dernières aboutissent à réévaluer ce que l'audit cherche à atteindre, et ce, résulte une remise en question de la façon dont cela doit être fait (Higson, A. W, 1997).

En 2004 et en réponse à COSO-ERM, qui a créé un mouvement mondial vers l'approche de l'audit du management des risques, l'association internationale d'audit interne, *l'international Association of Internal audit*, publie son premier article sur le rôle de l'audit interne dans le management des risques : "*The role of internal auditing in enterprise-widerisk management*,". Elle indique que les auditeurs internes jouent un rôle clé à l'égard des managers en leur fournissant fournir une assurance objective aux principaux risques de manière à leur permettre de disposer d'un fonctionnement efficace du contrôle interne (Laura de Zwaan, Stewart. J, Subramaniam. N, 2011, 587). Ainsi, elle propose que les points clés de l'audit interne doivent inclure:

- La création d'un système de management des risques;
- L'évaluation des facteurs de risque .

L'IIA (2004) met l'accent sur la séparation de l'audit interne du processus de management des risques, mais l'obligation pour les auditeurs internes de se prononcer sur la pertinence du management des risques conduit les auditeurs internes à s'impliquer dans une compréhension approfondie des risques (Fraser et Henry 2007, page396) car il est généralement considéré comme étant inapproprié à l'auditeur interne de gérer l'ensemble des risques, s'il le fait, il agira alors comme un manager d'entreprise (qui a toujours été considéré comme l'obstacle de son indépendance). Toutefois, si les leaders croient qu'il n'y a pas une autre fonction suffisamment indépendante pour mener ce rôle, alors d'un point de vue pragmatique, il n'y a que l'audit interne qui peut être en mesure d'en prendre en charge ce rôle (Griffiths. P, 2005, page53).

En 2005 une enquête a été conduite par Griffiths. P sur un ensemble de chefs d'entreprises. L'enquête fait l'objet des constats sur l'évolution de leurs réponses durant trois ans à la question suivante : est-ce que l'assurance de la conformité aux lois et procédures est l'objectif principal de l'audit interne ? Les réponses à cette question montrent clairement que ce n'est pas le cas. Et puis, si ce n'est pas le cas, quels sont donc leurs objectifs principaux? Les enquêtés doivent choisir l'approche qui a été suivie et les risques maîtrisés en répondant à ces questions. Les résultats sont illustrés dans le tableau ci-dessous qui présente les résultats obtenus :

Tableau n° 01 : Résultat de l'étude de Griffiths. P

Les préoccupations	Les résultats par pourcentage		
	2000	2002	2004
Les risques d'entreprise	40	72	89
Les états financiers	23	7	1
Les systèmes opérationnels	20	10	2
Contrôle de conformité	10	6	1
Consultation interne	4	1	1
rapport qualité-prix	2	2	0
La gouvernance d'entreprise	1	2	6

**Source:** Griffiths. P (2005), Risk-based Auditing, Gower Publishing, England, p 7

D'après les résultats, on constate que le contrôle de conformité est en décroissance, il est passé de 10% en 2000 à 1% en 2004, et même les 10% en 2000 n'est pas un taux important. En comparant ses résultats avec la préoccupation aux risques d'entreprise, le taux est croissant passant de 40% en 2000 jusqu'à 89% en 2004, ce taux est sensé être plus élevé après 2007. Les autres tâches sont aussi en situation de régression, sauf pour le cas de la préoccupation à la gouvernance d'entreprise qui se caractérise par une lente croissance. Cela n'est qu'une image de la réalité et de l'évolution de l'audit interne, dont le management des risques devient le noyau de son travail et son objectif primordial. Ceci ne veut pas dire que les autres processus ne sont pas importants, mais ils sont peu susceptibles de rester au centre dominant Griffiths. P, 2005, page 8-9).

C. Flint Fraser et al (2008) ont conduit une recherche sur l'attitude des auditeurs envers l'environnement du contrôle, prenant en considération les risques de l'entreprise et le management des risques et comment ceux-ci influent sur la conception du système de contrôle interne. Les participants sont été invités à évaluer l'efficacité et la pertinence du contrôle interne et le management des risques dans quatre cas d'organisations. L'échantillon pris est constitué de 10 entreprises dont six grandes et les autres de taille moyenne. Les participants ont été de qualité de managers et d'auditeurs séniors. Cette étude suggère que cette intégration est évolutionnaire et non pas révolutionnaire. Dans une étude différente de celle là, les auditeurs et les managers ont examiné les cas dans

lesquels se trouvent les inexactitudes, erreurs ou les irrégularités. Les auditeurs ont évalué les éléments du modèle du risque d'audit et du risque d'entreprise, puis, ils ont formulé des recommandations sur la mission d'audit et les coûts des honoraires. Lorsque la probabilité d'une erreur est élevée, le modèle du risque d'audit domine en lui-même les risques de l'entreprise dans la description de la mission. Par contre lorsque la probabilité d'une irrégularité est élevée les risques d'entreprise dominent le modèle du risque d'audit dans la description de la mission. Sachant que l'erreur fait partie du risque d'audit et l'irrégularité fait partie des risques d'entreprise.

Le 11 avril 2012, Une enquête internationale a été conduite par le cabinet international d'audit *pricewaterhousecoopers* sur l'importance croissante du management des risques en entreprise et sur les attentes élevées quant à la contribution de l'audit interne en ce sujet. L'échantillon de l'étude est constitué de :

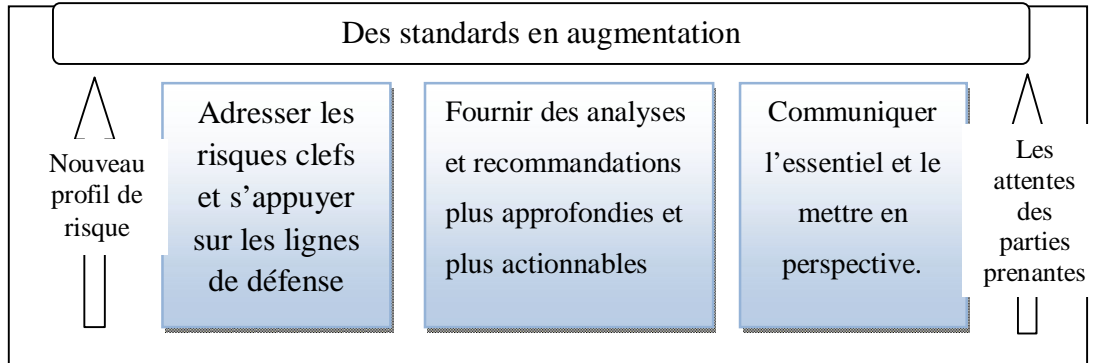
- Près de 100 parties prenantes interrogées individuellement, parmi elles des membres de conseil d'administration et des dirigeants ;
- Plus de 660 parties prenantes et 870 directeurs d'audit interne ayant répondu à un sondage en ligne. Dont l'ensemble des enquêtés font partie de 64 pays différents et de 16 secteurs différents d'activité.

8 attributs d'excellence ont été tirés et adressés aux auditeurs internes :

- La concentration sur les risques et les problématiques.
- L'alignement de la mission sur les attentes des parties prenantes;
- L'adaptation des compétences à fin de fournir de la valeur ajoutée;
- L'engagement et la gestion des relations avec les parties prenantes;
- La favorisation du service orienté vers le client;
- L'offre d'un service efficient en termes de coût;
- L'utilisation de la technologie de manière efficace;
- La favorisation de l'amélioration de la qualité et de l'innovation.

En parallèle pour satisfaire les attentes des parties prenantes, il est recommandé de :

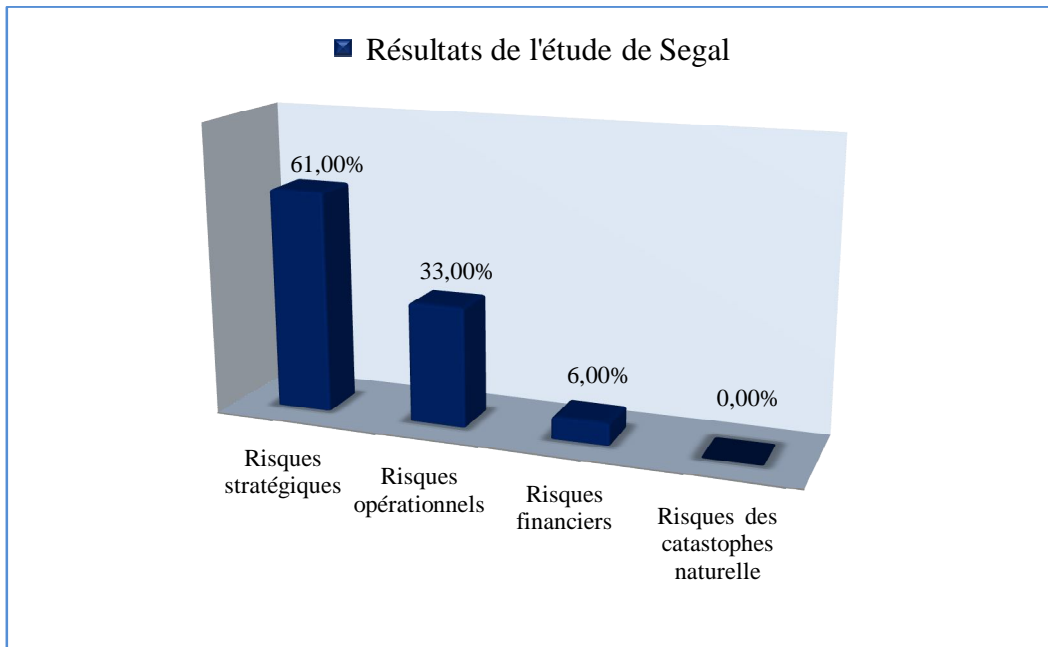
- Dresser les risques clefs et s'appuyer sur les lignes de défense.
- Fournir des analyses et recommandations approfondies et actionnables
- Communiquer les processus clés et les mettre en perspective.

**Figure n°17: Les recommandations de l'enquête de pricewaterhousecoopers**

**Source :** Enquête 2012 sur l'audit interne

Dans le domaine de l'audit externe par le management des risques d'entreprise, Michael De Martinis, Hironori Fukukawa, Theodore J. Mock en 2011, ont conduit une étude sur l'application de cette approche par des cabinets d'audit. Ce qui est nouveau dans cette étude c'est que l'échantillon de cabinets d'audit fait partie de deux pays différents, l'Australie et le Japon et que les variables de cette étude associent les caractéristiques des clients audités et les pays concernés. Ils ont constaté donc que les deux pays adoptent les mêmes standards mais l'application est complètement différente. Ainsi, lorsqu'il s'agit des caractéristiques des clients, ils constatent que le recours à la même approche diffère d'un client à un autre. De ce fait, ils concluent que les pays et les caractéristiques des clients ont un fort impact sur l'approche d'audit par les risques.

Une autre étude a été publiée sur un échantillon de six ans par « Mercer management consulting » sur les événements déclencheurs des 100 plus fortes baisses de valeur d'un mois parmi 1000 Fortunes entre 1993 et 1998. Le résultat est que la grande majorité des risques provoqués sont des risques de la catégorie stratégique pour 61%, le un tiers (33%) sont des risques opérationnels, et seulement 6% sont des risques financiers (Segal.S 2011, page 29).

**Figure n°18: Résultats de l'étude de Segal**

**Source:** Etablie par le chercheur

Les résultats confirment la perception qui dit qu'un bon audit doit tenir en compte à la fois les risques financiers, opérationnels et stratégiques. Plusieurs autres recherches similaires à cette étude ont abouti au même résultat dont les risques opérationnels et les risques stratégiques sont plus significatifs que les risques financiers. Mais généralement, trois raisons principales poussent les auditeurs à éviter les aspects opérationnels et stratégiques :

Premièrement : l'incapacité à quantifier les risques stratégiques et opérationnels

Deuxièmement : les mythes en ce qui concerne l'importance des risques financiers, une deuxième source de l'accent disproportionné sur les risques financiers est la croyance que les risques financiers sont les plus importants et représentent la majorité des risques qui menacent le plus une entreprise (Sim Segal, 2011, page 28.

Troisièmement, avoir l'esprit des analystes financiers. L'audit est considéré comme une activité sociale elle assure la survie et la performance de l'entreprise en respectant son environnement social (Humphrey, C., &Moizer, P., 1990).

Liesbeth Bruynseels et al en 2006 ont fait un état des lieux sur un ensemble d'entreprises industrielles américaines susceptibles de faire faillite dans un laps de temps de (1998- 2001). Ils constatent que les cabinets d'audit qui utilisent une méthodologie d'audit par le management des risques de l'entreprise sont moins tentés d'émettre une opinion sur la continuité d'exploitation sur les entreprises qui finiront par la suite à faire faillite. De ce fait, ils ont suggéré que ces auditeurs devraient donner plus d'importance à l'examen des états financiers pour participer à la réduction de la détresse financière. D'autre part, ils ont constaté que les auditeurs qui sont appelés à faire des lever de trésorerie à court terme n'émettent pas une opinion sur la continuité d'exploitation sur les entreprises susceptibles de faire faillite quelque soit l'approche utilisée (Bruynseels. L, W. Knechel. R and Willekens. M , 2006).

#### **4. Aperçu sur l'évolution de l'audit en Algérie :**

Pour l'obtention des données, notre choix d'échantillon s'est porté sur les commissaires aux comptes (CAC) en raison, premièrement, de leur objet de mission, et deuxièmement, de leurs connaissances d'un nombre important d'entreprises. C'est la réalité du marché d'audit en Algérie qui nous mène à avancer le premier argument car le commissariat aux comptes représente la catégorie d'audit externe la plus reconnue.

Le facteur commun qui caractérise nos interviewés c'est le métier de commissaire aux comptes. Les autres charges diffèrent entre expert-comptable, professionnel d'audit, et conseiller en organisation et fiscalité de l'entreprise. Sur l'échantillon retenu (en l'occurrence, 7 répondants sur 9) nous dénombrons 6 commissaire aux comptes, et un commissaire aux comptes qui cumule également les activités de professionnel d'audit et de conseil en organisation et fiscalité de l'entreprise. Les éléments de notre échantillon opèrent dans la wilaya de Tlemcen et de ses environs (Tlemcen centre, Remchi et Maghnia).

L'outil de collecte des données, utilisé dans tous nos contacts est le questionnaire ouvert, et la question principale posée est : « *comment voyez-vous la profession d'audit en Algérie et son évolution ?* ». Nos enquêtés nous ont fourni près de 60 rapports, qui sont la matière première de notre étude. 49 rapports sur les 60 sont des rapports de commissariat aux comptes, parfois deux ou trois rapports sont d'une même entreprise mais pour des années différentes. Le reste concerne des rapports relatifs à des plans de développement d'entreprises, des plans de sauvetage et des études technico- économiques. Sans oublier 6 autres rapports financiers tirés de l'internet à propos de trois grandes entreprises algériennes cotées en bourse (Sonatrach, Sonelgaz, Naftal). Donc l'ensemble de rapports étudiés et analysés est de 55. Ainsi notre étude a porté sur 39 entreprises. Les entreprises de notre étude sont de type d'activité industrielle et de service, de

caractère privé et public, de taille petites et moyennes entreprises(PME) et grande entreprises.

Arrivé à ce stade d'étude le constat qui s'impose est que la majorité des rapports ne comportent pas une présentation de l'entreprise auditée bien que ceci représente la première phase de tout audit quelque soit son objectif. Ainsi, les contenus des rapports de commissariat aux comptes ne ressemblent pas à ceux d'un audit mais plutôt à une révision comptable. La méthodologie pratiquée par les commissaires aux comptes, objet de notre échantillon semble dépassée par les nouvelles pratiques d'audit.

Une autre catégorie de rapport a répondu à nos attentes c'est celle des études technico- économique et celle des plans de développement. Ainsi que des plans de sauvetage. Ce genre de rapports indique une analyse approfondie de l'entreprise sur le plan stratégique, économique, et opérationnel. Ces rapports répondent parfaitement à l'approche d'audit par le management des risques.

Les bilans déclarés dans les états financiers ne sont pas toujours représentatifs, il ressort que de nombreuses entreprises algériennes, en particulier celles de secteur privé ne déclare pas les chiffres réels de leurs activités pour échouer à l'imposition fiscale dans le but de réduire l'imposition fiscal. D'un autre coté, le rapport de commissariat aux comptes n'apporte pas de valeur ajoutée puisqu'il est focalisé sur le contrôle des comptes, alors que ces derniers ne sont pas sincères pour la majorité des entreprises assujettis à un audit financier et comptable légal. Ceci même est corroboré à travers les entretiens entretenus avec les professionnels.

Par ailleurs, on note que la majorité des entreprises touchées par notre échantillon démontre l'existence du système de contrôle interne, sans pour autant qu'il soit efficace dans la majorité d'entreprises. En effet, l'audit pratiqué par nos commissaires aux comptes est le plus souvent un contrôle de conformité, ce qui laisse entendre que cette approche d'audit demeure traditionnelle).

En conclusion, la profession d'audit en Algérie est encore loin de ce qu'elle devrait être. Selon les professionnels d'audit, l'audit en Algérie, n'a pas connue une grande évolution. Néanmoins, on pense que seule la fonction financière et comptable est concernée par le contrôle. Cette situation de retard en termes de connaissance de nouvelles méthodes d'audit d'information et de communication, et des lacunes de formation.

### **Conclusion :**

La méthodologie d'audit a connu beaucoup de changements notables au cours de ces dernières décennies suite à des facteurs de différentes natures à savoir :

- Les scandales financiers qui ont secoué plusieurs entreprises ;
- Les progrès technologiques comme outil d'audit ;

- Enfin le besoin d'améliorer la qualité d'audit et d'apporter une valeur ajoutée à l'entreprise auditée.

Dans la nouvelle approche d'audit, l'auditeur cherche à mettre en évidence, les risques, les enjeux, les vulnérabilités, les opportunités manquées, mais aussi les synergies ou les dysfonctionnements associés à une stratégie, une politique, à des capacités ou incapacités spécifiques de managers.

En Algérie, il n'en demeure pas moins de gros efforts restent à réaliser pour mettre à niveau le métier d'audit

### Référence :

1. Amin K. A, Al-Araj. R. S (2011) « Traditional Audit versus Business Risk Audit:A Comparative Study - Case of Jordan », European Journal of Economics, Finance and Administrative Sciences Issue 40, pp74-91
2. Beasley. M. S.; Carcello.J. V(2008), GAAS Guide 2009 A Comprehensive Restatement of Standards for Auditing, Attestation, Compilation, and Review, IL : CCH Inc, Chicago
3. Bruynseels. L, Willekens. M (2005), "Strategic Viability and Going-Concern Audit Opinions", Annual Congress of the European Accounting Association. Göteborg (Sweden), 18 - 20 May 2005
4. Calderon. T. G, Cheh1. J. J (2002), A roadmap for future neural networks research in auditing and risk assessment, International Journal of Accounting Information Systems 3, p.p 203–236,
5. Cadre de référence de la gestion des risques, Federation Of European Risk Management Associations, AIRMIC, ALARM, IRM: 2002
6. Cleary. S; Malleret. T (2006), Risques : perception, évaluation, gestion une approche positive des risques globaux auxquels sont confrontés les décideurs, Edition Maxima, Paris,
7. Colasse. B (2012), Les fondements de la comptabilité, 2<sup>e</sup> éd., La Découverte, Repères, Paris,
8. Cooper. D. J, Neu. D, (2006),"Auditor and Audit Independence in an Age of Financial Scandals", Cheryl R. Lehman, in (ed.) Independent Accounts (Advances in Public Interest Accounting, Volume 12), Emerald Group Publishing Limited, pp. 1 – 15,
9. Curtis. E, Turley. S (2007), « The business risk audit – A longitudinal case study of an audit engagement », Accounting, Organizations and Society 32 439–461,
10. De Martinis. M, Fukukawa. H, Mock. T. J (2011),"Exploring the role of country and client type on the auditor's client risk assessments and audit planning decisions", Managerial Auditing Journal, Vol. 26 Iss: 7 pp. 543 - 565



11. Demeestère. R et Lorino. P (2000), « Gestion des risques et processus stratégiques », "21ème Congrès de L'AFC, France
12. De Zwaan. L, Stewart. J, Subramaniam. N, (2011), "Internal audit involvement in enterprise risk management", *Managerial Auditing Journal*, Vol. 26 Iss: 7 pp. 586 – 604
13. Elliott C. A. Brumfield. R. K. and Jacobson. P. D(1983), “Should the risk of litigation, sanctions or an impaired reputation affect the conduct of an audit?”, *Journal of Accountancy*, April, pp 60-61
14. Flint. C. Fraser. I. A.M, Hatherly. D. J. (2008), « Business risk auditing: A regressive evolution?-A research note », *Accounting Forum* 32 pp.143–147
15. Friedlob. G. T., Schleifer. Lydia L.F., (1999), "Fuzzy logic: application for audit risk and uncertainty", *Managerial Auditing Journal*, Vol. 14 Iss: 3 pp. 127 – 137,
16. Griffiths. P (2005), *Risk-based Auditing*, Gower Publishing, England
17. Higson, A. W. (1997). Developments in audit approaches: from audit efficiency to audit effectiveness. In M. Sherer & S. Turley (Eds.), *Current issues in auditing* (pp. 198–215). London: Paul Chapman Publishing.
18. Humphrey. C, Jones. J, Khalifa. R, Robson. K, (2004) “Business Risk Auditing and the Auditing Profession: Status, Identity and Fragmentation”, *Stream 7: Critical Accounting*,
19. Jimenez C, Patrick Merlier, Dan Chelly(2008), « Risques opérationnels de la mise en place du dispositif à son audit », *Revue banque*
20. Lam. J (2003), “Ten Predictions for Risk Management”, *The RMA Journal* May, pp.84-87,
21. Libby. R, James T. Artman and John J. Willingha(1985),, « Process Susceptibility, Control Risk, and Audit Planning », *The Accounting Review*, Vol. 60, No. 2 (Apr., pp. 212-230,
22. Messabia. N et Elbekkali. A, « Le modèle du risque d’audit appliqué dans un environnement complexe de Technologies de l’Information ». [www.reims-ms.fr/events/aim2009/pdf/Papier%20109.pdf](http://www.reims-ms.fr/events/aim2009/pdf/Papier%20109.pdf)
23. Noirot.P et Walter.J (2010), *Le contrôle interne: Des chiffres porteurs de sens !*, Édition AFNOR
24. Power. M (2005), *The Audit Society: Rituals of Verification*, oxford university press, London,
25. Robson. W. K, Humphrey. C, Khalifa. R, Jones. J(2007), « Transforming audit technologies: Business risk audit methodologies and the audit », *Accounting, Organizations and Society* 32 409–438
26. Sarens. G, De Beelde. I, (2006), "Internal auditors' perception about their role in risk management: A comparison between US and Belgian companies", *Managerial Auditing Journal*, Vol. 21 Iss: 1 pp. 63 – 80

27. Schultz, J.J., Jr., J.L. Bierstaker, and Ed O'Donnell. (2010). « Integrating Business Risk into Auditor Judgment About the Risk of Material Misstatement: The Influence of a Strategic-Systems-Audit Approach », *Accounting Organizations and Society* 35: 238-251.
28. Sweeting. P (2011), Financial enterprise risk management, New York: Cambridge University Press, pp
29. Thiery-Dubuisson. S, L'audit, La Découverte « Repères », 2009, p. 7
30. Tarantino. A (2008), Governance, risk, and compliance handbook, John Wiley & Sons, INC edition , New Jersey
31. [http://www.accaglobal.com/content/dam/acca/global/pdf/sa\\_nov09\\_jones.pdf](http://www.accaglobal.com/content/dam/acca/global/pdf/sa_nov09_jones.pdf), Student accountant 11/2009